

Kayou Tayou clmence

Received: 6 December 2017 Accepted: 2 January 2018 Published: 15 January 2018

Abstract

L'objet de ce travail est de vérifier l'impact de la gouvernance (indicateurs tels que la démocratie et la corruption) dans le lien existant entre l'aide publique au développement et la croissance économique dans les pays de la zone CEMAC. Ainsi, à partir de notre modèle de données de panel dynamique mettant en relation la croissance économique et les variables explicatives notamment l'aide publique au développement et nos deux indicateurs de gouvernance retenus, nous utilisons la méthode des Moments Généralisés (GMM) pour estimer notre modèle; notre échantillon étant constitué des six pays de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, République de Centrafrique et Tchad) et notre période d'étude s'étend de 1996-2013. Les résultats obtenus indiquent la gouvernance n'a d'effet sur l'efficacité de l'aide publique au développement qu'à long terme. Il apparait donc urgent pour les dirigeants des pays receveurs de s'atteler à reformer la qualité de leur situation démocratique tout améliorant les mesures de lutte contre la corruption pour une utilisation efficiente de l'aide notamment l'investissement dans les domaines qui pourraient propulser les pays de la zone CEMAC vers un accroissement de leur croissance.

Index terms— aide publique au développement, gouvernance, croissance économique, cemac.

1996] 1997] 1998] 1999] 2000] 2001] 2002] 2003] 2004] 2005] 2006] 2007] 2008] 2009] 2010] 2011] 2012] 2013]

. Les résultats obtenus indiquent la gouvernance n'a d'effet sur l'efficacité de l'aide publique au développement qu'à long terme. Il apparait donc urgent pour les dirigeants des pays receveurs de s'atteler à reformer la qualité de leur situation démocratique tout améliorant les mesures de lutte contre la corruption pour une utilisation efficiente de l'aide notamment l'investissement dans les domaines qui pourraient propulser les pays de la zone CEMAC vers un accroissement de leur croissance.

Mots-clés: aide publique au développement, gouvernance, croissance économique, cemac.

1 I. Contexte De L'Etude

a relation APD-croissance économique dans les pays en développement a suffisamment alimenté de nombreux débats houleux chez les politiques, les économistes et même les spécialistes du développement. L'aide publique au développement est-elle source de croissance économique ? Pour les uns comme susmentionnés, les flux d'APD n'ont pas d'effets sur la croissance et peuvent même parfois l'endommager dans les pays bénéficiaires. Pour d'autres, les flux d'APD stimulent la croissance économique dans les pays bénéficiaires. Pour une dernière catégorie, les flux d'APD ont un impact positif sur la croissance économique mais cet impact positif est conditionné par l'existence de bonnes institutions, un bon environnement politique ainsi que bien d'autres éléments (Burnside et Dollar, 2000; Banque Mondiale, 1998; Easterly et al. 2004). Dans les pays pauvres bénéficiaires, la baisse de l'aide s'explique par le fait que son octroi est de plus en plus soumis à un nombre impressionnant de contraintes et d'exigences des bailleurs qui poussent les pays concernés à en réduire la demande. Il s'agit, notamment, des conditions de bonne gouvernance. L'aide n'est utile et efficace que dans les pays à faibles revenus qui pratiquent de bonnes politiques économiques et disposent d'institutions de qualité (Burnside et Dollar, 2000).

On voit donc les indicateurs de « gouvernance » apparaître dans la nouvelle littérature des APD comme éléments conditionnant l'impact des flux d'APD sur la croissance économique. En effet, l'étude de Burnside et Dollar (1997) qui a constitué une réponse aux détracteurs de l'aide publique au développement démontre que l'efficacité de l'aide est conditionnée par l'amélioration de la gouvernance dans les pays bénéficiaires.

46 Pour certains, une bonne gouvernance démocratique permet une meilleure utilisation de l'APD qui permettra
47 de maximiser sa productivité; par ailleurs, la démocratie constitue chez les donateurs un critère de décision
48 d'octroi de l'APD ; les donateurs seront susceptibles de donner plus d'APD aux pays avec de meilleures qualités
49 démocratiques (Akramov, 2012). Pour Burnside et Dollar (2000), de bonnes politiques macroéconomiques
50 constituent une condition fondamentale pour que l'APD booste la croissance; ils ont trouvé que l'APD booste
51 la croissance dans les pays avec de bonnes politiques et ont un impact négatif dans les pays avec de mauvaises
52 politiques. L'une des caractéristiques de la bonne gouvernance (qui conditionne l'efficacité de l'aide) est que les
53 institutions et les procédures mises en place combattent la corruption et les comportements déviants. En effet, la
54 gouvernance est d'une importance cruciale pour la création d'un environnement commercial attractif et propice
55 à l'investissement. Elle est, dès lors, vitale pour assurer le développement économique et, par conséquent, pour
56 s'attaquer à la pauvreté. Par contre, la mauvaise gouvernance notamment la corruption est une réalité largement
57 répandue dans l'ensemble des économies en développement tant au niveau du secteur public que du secteur privé
58 (Akpo et Somakpo, 2006). En outre, depuis 1994, le climat politique en zone CEMAC se caractérise par des
59 coups d'Etats ou des tentatives, des conflits internes et transfrontaliers, des mutineries à répétition, des élections
60 sources de violences et de contestations, la situation des droits de l'homme sujette à controverses. Ce contexte ne
61 favorise pas l'essor de la sous-région mais contribue à alimenter les craintes des investisseurs et de la communauté
62 internationale.

63 L'objectif de ce travail est de déterminer l'incidence de la gouvernance sur la relation aide publique au
64 développement et croissance économique en zone CEMAC.

65 2 II. Etats Des Lieux De La Gouvernance

66 En Zone CEMAC a) Situation Politique De manière générale, la région Afrique centrale est caractérisée par
67 une certaine fragilité politique qui se retrouve à différents niveaux. Au niveau national, la situation pour un
68 certain nombre de pays de l'Afrique centrale nécessite encore des progrès en termes de stabilité et de bonne
69 gouvernance. Cependant, une amélioration sensible peut être observée en termes de mise en place des structures
70 démocratiques nationales, et certains progrès observés dans le domaine de la gouvernance politique (notamment
71 au niveau électoral) sont encourageants. Les tensions politiques persistent néanmoins dans la région et trouvent
72 généralement leur origine dans l'absence d'alternance politique, les faiblesses dans la protection des droits de
73 l'homme, le manque de transparence dans la gestion des ressources, et la faiblesse et marginalisation de la société
74 civile. La consolidation du système juridique dans le cadre de l'État de droit est un enjeu permanent dans
75 la région. La faiblesse des médias, le peu de diffusion de la presse écrite et la liberté d'expression limitée des
76 journalistes dans certains pays, nuisent aussi au développement de la démocratie dans la région. L'idée générale
77 étant que, en détruisant les actifs physiques et humains et en détournant les dépenses publiques d'activités
78 productives, l'instabilité politique déprime la croissance économique. Collier (1999) trouve qu'en moyenne une
79 guerre civile fait perdre habituellement à un pays plus de 2% par an de son PIB par habitant par rapport à ce
80 qu'il aurait réalisé sans la guerre. Pour la Banque Mondiale (2001), l'instabilité politique est l'un des facteurs
81 internes qui explique le déclin de la croissance économique des pays africains depuis le début des années 1970.

82 Dans la plupart des tensions et conflits dans la région, il existe des interactions entre dimensions intérieures
83 et extérieures au pays. L'impact des conflits aux portes de la région, surtout dans la zone des Grands Lacs et au
84 Darfour, constitue un facteur d'instabilité. Si la situation s'est améliorée depuis la fin des années 1990, certaines
85 crises persistent. La situation sécuritaire diffère selon les pays: le Tchad subit une crise intérieure et extérieure,
86 alors que la RCA, en situation post-conflit, peine à éliminer les éléments perturbateurs issus des crises récentes.
87 Le Congo est quant à lui dans une phase finale d'apaisement Ce contexte.

88 Depuis la création de la CEMAC, le 16 mars 1994, les pays de l'institution ont connu chacun des fortunes
89 diverses. Cela s'est traduit par des périodes de relative stabilité politique et/ou de croissance économique soutenue
90 et un environnement social acceptable. Seulement la majeure partie du temps, les pays de la CEMAC se sont
91 confrontés à des crises politiques et socioéconomiques conduisant à des conflits importants. Ce contexte a
92 contribué à pérenniser la pauvreté au sein d'une frange considérable de la population de façon à la rendre
93 vulnérable. Aujourd'hui encore, des poches de tensions existent un peu partout au sein de la zone CEMAC
94 et les indicateurs socioéconomiques ne sont pas toujours rassurants. Plusieurs paramètres, aussi bien internes
95 qu'externes, expliquent ce contexte. De même, pris séparément, les situations se traduisent différemment au
96 Cameroun, au Congo, au Gabon, en Guinée équatoriale, en RCA et au Tchad. Les pays de la sous-région Afrique
97 centrale sont réputés pour leurs climats politiques plutôt instables. Les membres de la CEMAC n'échappent pas
98 à cette caractéristique et ce d'autant plus que la création de l'institution n'a pas véritablement modifié cette tare,
99 à quelques rares exceptions près. Ce contexte ne favorise pas l'essor de la sous-région mais contribue à alimenter
100 les craintes des investisseurs et de la communauté internationale.

101 De manière générale, depuis 1994, le climat politique en zone CEMAC se caractérise par des coups d'Etats
102 ou des tentatives, des conflits internes et transfrontaliers, des élections sources de violences et de contestations,
103 la situation des droits de l'homme sujette à controverses. Bien que n'ayant pas atteint la moyenne, la stabilité
104 politique s'est améliorée passant de -1,5 en 2002 à environ -0,5 en 2013.

105 3 b) La Démocratie

106 Dans la zone CEMAC, la démocratie devient de plus en plus une réalité affichée, même si sa pratique laisse
107 parfois à désirer. La démocratisation a favorisé la liberté d'opinion, malgré l'inégale répartition du pouvoir
108 entre le législatif, le judiciaire et l'exécutif qui détient généralement la réalité du pouvoir. Les politiques de
109 libéralisation favorables à la privatisation, particulièrement dans les satellites de l'ancienne Union Soviétique
110 (Congo) et dans certains pays conservateurs (Cameroun) sont de plus en plus prônées par les gouvernants. La
111 politique économique est débattue actuellement au Parlement des pays de la CEMAC, ce qui n'était pas le cas
112 il y a quelques années. La démocratie crée un cadre légal qui protège le droit des investisseurs qu'ils soient
113 nationaux ou étrangers. Mais la démocratie n'est pas signe de la réussite si les institutions viables ne sont pas
114 introduites et si les pays manquent des capitaux pour construire des infrastructures nécessaires, ce qui est le cas
115 de plusieurs pays africains, aux dires d'Addison ??2003). De plus, la démocratisation n'est pas synonyme de la
116 stabilité macro-économique. Nous relevons que de façon générale la situation démocratique de la zone CEMAC
117 n'a cessé de se détériorer durant notre période d'étude.

118 4 c) La Corruption

119 La corruption est l'un des phénomènes socioculturels observés dans la plupart des administrations publiques
120 (police, impôts, santé, douane, transport, etc.), mais aussi privées des pays du continent. Aucun indicateur de
121 gouvernance n'attire sans doute plus l'attention des médias que l'indice de perception de la corruption (IPC)
122 publié tous les ans depuis 1995 par « Transparence internationale » (TI). Les investisseurs, les bailleurs de fonds,
123 les analystes et les universitaires s'en servent également abondamment. L'indice de perception de la corruption
124 (IPC) de TI définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel.
125 Établi à partir de données recueillies par 13 institutions internationales parmi lesquelles la Banque mondiale, les
126 banques asiatique et africaine de développement ou encore le Forum économique mondial -cet indice est compris
127 entre zéro pour un pays perçu comme « hautement corrompu » et 100 pour un pays considéré comme « très
128 vertueux ». La Banque mondiale produit deux séries d'indicateurs de gouvernance. La première est publiée tous
129 les deux ans depuis 1996 par Daniel Kaufmann et ses collègues du WBI. La seconde est composée des évaluations
130 des performances des politiques et des institutions des pays (Country Policy and Institutional Assessments,
131 CPIA), réalisées tous les ans par le personnel de la Banque mondiale (ses équipes pays) pour évaluer la qualité
132 des politiques et cadres institutionnels des pays emprunteurs afin de lutter contre la pauvreté, promouvoir une
133 croissance durable et utiliser judicieusement l'aide au développement. La corruption a pris de l'ampleur dans
134 la sous-région CEMAC avec la montée de la pauvreté et la clochardisation du personnel administratif à la suite
135 de l'implémentation des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) et la dévaluation économique au milieu
136 des années 1990. La corruption a eu pour conséquences, de réduire les ressources des Etats, d'amoinrir les
137 revenus des populations et surtout, de nuire aux climats des affaires et donc, de la libre circulation des facteurs
138 de production de richesses.

139 L'aide publique au développement est concernée de deux manières par la corruption. La première est que
140 les modalités d'aide au développement sont souvent « vulnérables » à la corruption. La deuxième est liée à
141 l'éventualité que le flux d'aide contribue à des niveaux élevés de corruption dans les pays bénéficiaires.

142 Ces dernières années, les chercheurs ont essayé de déterminer quelles étaient les modalités de l'aide les moins
143 susceptibles de générer de la corruption. Les preuves ont manqué pour différencier les avantages de l'appui au
144 budget par rapport à l'appui au projet en matière de lutte contre la corruption. En revanche, il a été démontré
145 qu'il est préférable d'utiliser d'autres modalités que l'appui budgétaire dans les pays qui reçoivent le plus d'aide
146 internationale alors qu'il existe déjà un niveau élevé de corruption. L'aide publique au développement peut
147 également générer de la corruption dans les pays bénéficiaires en apportant des ressources susceptibles d'être
148 accaparées. Pourtant, l'efficacité de l'aide dépend en grande partie de la qualité des politiques publiques et de
149 la gouvernance autant du côté des agences bilatérales de développement que des pays bénéficiaires. En l'absence
150 de bonne gouvernance, l'effectivité de l'aide décline en raison des déperditions de fonds au niveau des projets
151 de développement ou des budgets nationaux et ce en raison des problèmes de corruption. La corruption peut
152 intervenir à toutes les étapes de l'aide internationale, de la définition du projet jusqu'au processus d'appel d'offre,
153 de la mise en oeuvre jusqu'à l'audit du projet. La corruption peut être créée en passant contrat avec des entreprises
154 inefficaces et incompétentes pour livraison de services à des coûts trop élevés et dans une mise en oeuvre d'aide
155 aux projets inappropriée et parcellaire. Le danger de la corruption dans l'aide publique au développement est
156 évident : l'assistance est détournée de ses objectifs de départ par des politiciens corrompus et des agents publics et
157 elle est dépensée pour fournir des plus grandes opportunités d'enrichissement personnel. Ce sont les populations
158 pauvres, les plus vulnérables et les personnes privées du droit de vote qui souffrent.

159 Ce phénomène qui gangrène pratiquement toute l'Afrique, a plus d'ampleur en zone CEMAC, dont les pays
160 membres partagent les dernières places du classement. L'Indice de Perception de la Corruption avec les pays en
161 perpétuel conflictualité Comme en témoigne le Baromètre mondial de la corruption 2009 publié par Transparency
162 International. Il ressort de l'analyse de la corruption qu'elle n'est pas le fait le plus souvent du secteur privé,
163 quand il fonctionne librement, mais d'abord du secteur public, livré à toutes les tentations des hommes de l'Etat.
164 Les fonds d'aide publique venus des pays riches sont systématiquement détournés. La lutte contre la corruption
165 passerait donc en priorité par l'introduction de la bonne gouvernance (Sommo Pende, 2010).

166 « L'Indice de perception de la corruption 2014 montre que les abus de pouvoir des responsables politiques et
167 des hauts fonctionnaires entravent la croissance économique et les efforts de lutte contre la « corruption », affirme
168 José Ugaz, président de Transparency International.

169 En général sur la période d'étude, la situation s'est dégradée avec un regain à partir de 2005 en raison des
170 pressions internationales pour le contrôle et l'assainissement des finances publiques afin de pouvoir bénéficier de
171 l'initiative PPTE.

172 De manière globale, il ressort de notre analyse que la période de 1996 à 2013 a été marquée par un variation
173 considérable du PIB de la zone et des flux d'aide reçus dus entre autre à la mise sur pieds des OMD, l'atteinte
174 du point d'achèvement, la crise des subprimes, la reprise de l'activité par la suite.

175 Du fait de la montée en puissance de la notion de gouvernance, on assiste à une multiplication des bases de
176 données internationales censées fournir des indicateurs de mesures de ses différentes dimensions.

177 Nous

178 5 III. Revue De La Littérature

179 Afin d'estimer l'efficacité de l'aide en termes de croissance, Burnside et Dollar (1997) estiment une équation de
180 croissance qui met en relation une variable d'aide et un terme d'aide en interaction avec un indicateur de politique
181 économique. La qualité des politiques macro-économiques est déterminée par la maîtrise de l'inflation, l'équilibre
182 budgétaire et la mise en oeuvre d'une politique d'ouverture commerciale. L'interaction de l'aide publique au
183 développement avec l'indice de politique économique permet d'étudier l'impact des politiques économiques sur
184 l'efficacité de l'aide au développement en termes de croissance. Leurs résultats économétriques montrent un
185 coefficient positif et statistiquement significatif au seuil de 1% du terme croisé de l'aide avec l'indicateur de
186 politique économique. Burnside et Dollar (1997) concluent que l'aide n'est efficace en termes de croissance que
187 dans un environnement macroéconomique de bonne qualité. Dans ce cas, l'aide n'est efficace en termes de
188 croissance uniquement dans les pays en développement qui présentent de bonnes politiques économiques. On
189 peut alors dégager le principe de sélectivité des pays bénéficiaires et le principe de conditionnalité basée sur la
190 qualité des politiques économiques.

191 Burnside et Dollar (2000) concluent que l'aide au développement favorise la croissance économique seulement
192 dans les pays qui adoptent de bonnes politiques macroéconomiques.

193 Easterly, Levine et Roodman (2004) ont constaté que les résultats obtenus par Burnside et Dollar (2000)
194 ne font pas l'objet des tests de robustesse. Ils reprennent le modèle de Burnside et Dollar (2000) pour un
195 échantillon plus large. Leurs résultats d'estimation montrent que le terme d'interaction entre l'aide reçu et
196 l'indice de politique économique est statistiquement non significatif au seuil de 1%. Ils concluent que l'efficacité
197 de l'aide au développement en termes de croissance ne dépend pas de politiques économiques menées par les pays
198 récipiendaires.

199 Selon Bauer (2000), l'aide constitue une ressource discrétionnaire qui peut être utilisée par l'exécutif à des
200 fins de manipulation du processus électoral et d'accroissement des dépenses militaires. Une analyse récente
201 de Djankov et al (2008), confirme cette hypothèse. Par ailleurs, les travaux de Rajan et Subramanian (2007)
202 soutiennent que l'aide a un effet corrosif sur les institutions politiques de pays récipiendaires.

203 6 a) Methodologie de l'étude

204 Nous travaillons sur un panel des six (6) pays de la CEMAC sur la période 1996-2013 (18 années) pour mesurer
205 l'influence des deux indicateurs de la gouvernance sur la relation aide publique au développement-croissance
206 économique. Empiriquement, il s'agit pour nous d'étudier deux relations économétriques suivant les deux
207 indicateurs de gouvernance retenus. On s'appuie sur la revue de la littérature qui a trouvé plusieurs variables
208 qui seraient des déterminants de la croissance économique. Dans ce chapitre, il sera donc question pour nous
209 de présenter les modèles économétriques en panel dynamique étudié, les variables dudit modèle, la source des
210 données, les tests appliqués (pré et postestimation) et les méthodes d'estimations.

211 7 IV. Spécification Des Modèles économétriques

212 Les données que nous utilisons sont de source secondaire et proviennent des bases officielles de la Banque Mondiale
213 en ligne notamment les World Developments Indicators (WDI, 2014) ainsi que la base de Kaufmann pour la
214 gouvernance.

215 8 a) Expression Du Modèle

216 A partir du modèle théorique de croissance endogène, le modèle empirique inspiré des travaux de Burnside et
217 Dollar (2000) sera formulé ainsi qu'il suit: Croiss est le taux de croissance du PIB réel par tête du pays i à l'année
218 t . $()_2, 1, 1, 2, 3, 4, 5, , , , * *$

219 $-$, 1 i t Croiss ? est le taux de croissance du PIB réel par tête du pays i à l'année t décalé d'une période $-$, i
220 t Gov est l'indicateur de gouvernance retenu pour le pays i en t -, i t APD est le rapport entre les flux entrants
221 d'aide publique au développement et le PIB -

222 **9** (
223), * i t

224 APD Gov est la variable d'interaction entre l'APD en pourcentage du PIB et l'indicateur de gouvernance retenu
225 à court terme; $-(APD \ 2 \ Gov) \ i, t$ est la variable d'interaction entre l'APD en pourcentage du PIB et l'indicateur
226 de gouvernance retenu à long terme; $-X$ est le vecteur constitué des autres variables identifiées par la littérature
227 comme étant des déterminants de la croissance ; il s'agit notamment de l'investissement domestique, du taux
228 d'ouverture, du capital humain du taux de croissance de la population, ? Les différentes variantes du modèle
229 ci-dessus seront obtenues en remplaçant la variable gouvernance par l'indicateur retenu. Lorsque l'indicateur de
230 la gouvernance est le niveau de démocratie, on a: () () 2 , , 1 , 1 2 , 3 , 4 5 ,

231 **10 b) Analyse descriptive des corrélations entre les variables**

232 Tableau 2: Tableau des corrélations entre les variables Il ressort de ce tableau de corrélation que la relation entre
233 l'aide publique au développement et le taux de croissance du PIB est négative. La démocratie, la corruption,
234 l'aide publique à long terme sont négativement corrélés au taux de croissance du PIB. Les variables d'interaction
235 aide publique au développement-démocratie à court terme, aide publique au développement-corruption à court
236 terme, aide publique au développement-démocratie à long terme, aide publique au développement-corruption à
237 long terme, sont positives. Ce qui suggère que l'APD en elle-même n'a pas d'effet positif sur la croissance mais
238 en fonction du contexte démocratique et institutionnel, cet effet peut être positif. Ceci met en lumière la non
239 linéarité de la relation aide-croissance.

240 Pour avoir une idée plus précise et plus robuste de cette corrélation, nous avons mené un test de significativité
241 des corrélations dont le résultat est le suivant: Ce test de significativité des corrélations suggère qu'il n'y a pas
242 de corrélation significative entre le taux de croissance du PIB et toutes les variables susmentionnées.

243 Conscients de ce que des corrélations mécaniques peuvent être construites entre les variables, nous avons utilisé
244 une méthodologie économétrique bien plus robuste pour déterminer l'impact de l'APD sur la croissance dans un
245 contexte de démocratie et dans un contexte de corruption.

246 **11 c) Resultats des estimations**

247 Notre premier objectif spécifique consistait à déterminer l'incidence de la démocratie dans la relation Aide
248 Publique au Développement -Croissance économique dans la zone CEMAC. Avant de procéder à l'interprétation
249 de nos variables, il convient d'évaluer la pertinence et la robustesse du modèle tout entier. Des dix (10)
250 variables explicatives dont est constituée notre modèle (txpib (-1), apd, demo, apdsq, apddemo, apdsqdemo,
251 ide, ido, doe, dvpf1), une seule est significative (dvpf1) alors que les neuf autres (txpib (-1), apd, demo, apdsq,
252 apddemo, apdsqdemo, ide, ido, doe) ne le sont pas. Autrement dit, le taux de croissance en valeur retardé, l'aide
253 publique au développement, la démocratie, l'aide publique au développement à long terme, l'aide publique au
254 développement à court terme associée à la démocratie, l'aide publique au développement à long terme associée à
255 la démocratie, l'investissement direct étranger, l'investissement domestique et le degré d'ouverture de l'économie
256 n'ont pas d'effets statistiquement significatif sur la croissance économique dans la CEMAC. En revanche, le
257 développement financier à un effet positif et significatif sur la croissance des pays de la CEMAC. Il ressort
258 globalement de ces estimations que l'aide publique n'a pas d'effet significatif sur la croissance dans la CEMAC et
259 que même le niveau de démocratie n'influence pas la capacité de l'APD à booster la croissance. Ces résultats sont
260 compatibles à ceux des auteurs tels que Boone (1995), Paldam et Doucouliagos (2005) pour qui environ 75% des
261 flux d'APD contribuent à l'augmentation des dépenses gouvernementales et non à l'accumulation du capital pour
262 l'investissement; il n'y a donc pas baisse d'impôt permise par l'allocation de l'aide et donc pas d'augmentation
263 de la consommation des ménages et plus généralement pas d'augmentation de la production.

264 Ces résultats sont par ailleurs contradictoires à ceux de la Banque mondiale (1998), ??ensink et Des dix (10)
265 variables explicatives dont est constituée notre modèle (txpib (-1), apd, corr, apdsq, apdcorr, apdsqcorr, ide, ido,
266 doe, dvpf1), six d'entre elles sont significatives (txpib (-1), corr, apdsq, apdcorr, apdsqcorr, dvpf1) et quatre
267 d'entre elles sont en revanche non significatives (apd, ide, ido, doe). Autrement dit, le taux de croissance en
268 valeur retardée, l'aide publique au développement à long terme, la corruption, l'aide publique au développement
269 à court terme associée à la corruption, l'aide publique au développement à long terme associée à la corruption, le
270 développement financier ont un effet statistiquement significatif sur la croissance économique dans la CEMAC.
271 En revanche, l'aide publique au développement (apd), l'investissement direct étranger (ide), le degré d'ouverture
272 commerciale de l'économie (doe), l'investissement domestique (ido) n'ont pas d'effet significatif sur la croissance
273 des pays de la CEMAC. L'examen de ces variables significatives prises individuellement suggèrent que : le taux
274 de croissance retardé à un effet positif et significatif sur le taux de croissance courant; en effet, une augmentation
275 du taux de croissance de la période précédente de 1 point va entraîner une augmentation du taux de croissance
276 de la période courante de 0,11 points. Ce coefficient ne vérifie pas l'hypothèse de convergence conditionnelle qui
277 veut que le coefficient de la variable retardée soit négatif et significatif pour assurer l'effet de rattrapage.

278 La variable d'interaction entre l'APD à court terme et la corruption à un effet négatif et significatif sur la
279 croissance; en effet, une augmentation de l'aide de 1 point va entraîner une diminution de la croissance de 7,35
280 point. Ceci implique que dans un contexte de corruption avancé, l'APD sera un frein à la croissance économique
281 car ces flux seront détournés à des fins individuelles et ne serviront pas la cause qu'ils sont supposés servir. La

282 variable d'interaction entre l'APD à long terme et la corruption à un effet positif et significatif sur la croissance;
283 en effet, une augmentation de l'aide à long terme de 1 point va entraîner une augmentation de la croissance de
284 0,6 point. Ceci implique qu'à long terme, les stratégies de lutte contre la corruption auront atteints des résultats
285 tels que les flux d'APD aient un impact positif sur la croissance. Ceci confirme les études menées par Lensink et
286 White (2000), ??algaard et Hansen (2001), ayant abouties à des implications politiques. En effet, pour eux, l'aide
287 est plus efficace dans un bon environnement macroéconomique et institutionnel avec une bonne gouvernance.

288 12 VI. Conclusion

289 Le développement financier a un effet positif et significatif sur la croissance économique dans la CEMAC; en effet,
290 une augmentation de l'APD de 1 point va entraîner une augmentation de la croissance de 0,9 points. Il ressort
291 globalement de ces estimations que l'aide publique n'a pas d'effet significatif sur la croissance dans la CEMAC
292 mais que dans le contexte de corruption qui est le sien, il aurait un effet négatif sur la croissance. En revanche, à
293 long terme, les efforts de lutte contre la corruption engagés par les Etats de la zone permettront que l'APD ait un
294 effet positif et significatif sur la croissance dans ce contexte-là. Ces résultats sont conformes aux études menées
295 par Burnside et Dollar (1997) pour selon lesquelles l'aide publique est efficace dans les économies qui pratiquent
296 des politiques économiques saines.

297 13 Références Bibliographique

Figure 1:

298 1 2

¹© 2018 Global Journals

²Rôle De La Gouvernance Sur L'impact De L'aide Publique Au Développement Sur La Croissance Economique

-L'OCDE, à travers l'initiative "Metegora" relève 144 approches différentes de mesures de la gouvernance parmi lesquels, il s'appuie sur des indicateurs tels que l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency international, le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) existant dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), et le "Worldwide Governance Indicator" (WGI) de la Banque Mondiale.

-La Commission Européenne élabore des "profils de gouvernance" depuis 2008, qu'elle utilise pour évaluer la qualité de la gouvernance des pays auxquels elle apporte un appui au développement.

-Au sein du NEPAD, l'évaluation de la gouvernance se fait par le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP).

-CPIA (Country Policy and Institutional Assessment) de la Banque mondiale a recours à une fiche d'évaluation

"passe-partout" Controvers

L'Evaluation politique et des institutions nationales pour noter les gouvernements emprunteurs. Les notations de la CPIA sont préparées tous les ans et consistent en 20 critères (rassemblés en quatre groupes) liés à la performance de la politique et des institutions d'un gouvernement.

-ICRG (International Country Risk Guide) de Political Risk Services Group depuis 1980 et connu sous la rubrique de risques politiques. Ces indicateurs représentent institutionnelle: 1

quatre mesures de qua

Figure 2:

$$i t \text{ Croiss} + i t ? ? = i t ? + ? i t + ? i t + ? \text{ APD Gov} + ? \text{ AP Gov}$$
 Où :

Figure 3:

a) Résultats Des Tests De Stationnarité d'Im, Pesaran et Chin

Tableau 1: Résultat du test de stationnarité d'IPS

Variables	A niveau	Stats Prob
APD	-	0
	4,83***	,000
TX PIB	-3	0,001
	,71***	
IDE	-	0,004
	3,34***	
IDO	-	0,004
	2,62***	
DOE	-1,54*	0,062
DVP Fi1	-	0,003
	2,76***	
DVP Fi2	-1,58*	0,057
DEMO CORR APD 2 APD* CORR	-0,98	0,162
	-0,928 -	0,176
	5,37***	0,000
	-	0,000
	4,92***	
APD* DEMO APD 2 * CORR	-	0,003
	3,424***	0,000
	-	
	3,652***	

APD 2 * DEMO NB : *, **, *** représentent respectivement la stationnarité à 10%, 5% et 1% -4,374*** 0,000

it Croiss , it , it Croiss Où = + it ? = + 0 1 Croiss Croiss it ? , 1 it ? ? ? + ? ? + 2 APD APD it ? ,

Figure 4:

Tableau 5: Effet de la corruption dans la relation APD-croissance

Variable dépendante: Txpibpt (Gouvernance = Corruption)

Variabes	Coefficients	t
txpib (-1)	(.0304) .1152***	3.79
apd	(4.4927) -6.9307	-
		1.54
corr	(4.3960) 16.417***	3.73
apdsq	(.33053) .6123*	1.85
apdcorr	(3.6027) -7.354**	-
		2.04
apdsqcorr	(.28344) .60099**	2.12
ide	(.12563) .02049	0.16
ido	(.09188) .11305	1.23
doe	(.04116) .0625	1.52
dvpfil	(.3917) .91134**	-
		2.33
cons	(8.8741) 22.9658**	2.59
Observations	90	
instruments	24	
Wald (Chi-deux)	1140.64	
Prob (Wald)	0.0000	
Stat Sargan	6.292774	
Prob (Sargan)	0.9348	
AR(2)	0.9395	

NB: *, ** et *** représentent les significativités au seuil de 10%, 5% et 1% respectivement

Source: Estimations de l'auteur à partir de Stata 13

L'estimation dont les résultats sont contenus dans le tableau ci-dessus a été effectuée à partir d'un échantillon de 90 observations. La probabilité associée à la statistique de Wald ($p=0,0000 < 0,01$) est inférieure au seuil de 1% ce qui suggère que le modèle est globalement significatif; la statistique de Wald (Wald=1140,64) apporte la même information sur la significativité globale du modèle. Il ressort donc de ces deux indicateurs que le modèle est globalement significatif. Par ailleurs, le nombre d'instruments ($24 < 90$) est inférieur au nombre d'observations suggérant que notre régression est robuste. Notre estimation suggère à travers le test d'autocorrélation

d'Arellano et Bond une absence d'autocorrélation de second ordre ($p=0,93 > 0,05$) et aussi à travers le test de sur-identification des instruments de Sargan-John. Les instruments sont valides car la probabilité associée au test est supérieure au seuil de significativité de 1%, 5% ou 10% ($p=0.93$). Tous ces éléments conduisent à valider les résultats que ces estimations nous donnent.

Figure 5:

-
- 299 [Levy ()] *Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: The Recent Experience*, V Levy . 1988. European.
- 300 [Burnside and Et Dollar ()] ‘Aid, Policies and Growth’. C Burnside , D Et Dollar . *American Economic Review*
301 2000. 90 (4) p. .
- 302 [Burnside and Dollar ()] ‘Aid, Policies, and Growth’. C Burnside , D Dollar . *Policy Research Working* 1997.
- 303 [Easterly et al. ()] ‘Aid, Policies, and Growth: Comment’. W Easterly , R Levine , D Roodman . *American*
304 *Economic Review* 2004. 94 (3) p. .
- 305 [Burnside and Dollar ()] ‘Aid, Policies, and Growth: Revisiting the Evidence’. C Burnside , D Dollar . *Policy*
306 *Research Working Paper Series* 2004. World Bank. 3251.
- 307 [Akpo ()] Somakpo Akpo . *Gouvernance et efficacite des politiques de financement du developpement*, 2006.
- 308 [Lensink and White ()] *Assessing Aid: A Manifesto for Aid in the 21st Century*, R Lensink , H White . 2000.
- 309 [Banquemondiale ()] Banquemondiale . *Assessing Aid: What Works, What Doesn't, and Why*, (Oxford) 1998.
- 310 [Rajan and Subramanian ()] *Does Aid Affect Governance?*, R Rajan , A Subramanian . 2007. American
311 Economic.
- 312 [Akramov (2012)] *Foreign aid allocation, Governance' and Economic Growth*, K Akramov . 2012. November
313 2012. International Food Policy Research Institute.
- 314 [Roodman ()] ‘How to Do xtabond2: An Introduction to Difference and System GMM in STATA’. D M Roodman
315 . *Center for Global Development Working Paper Number 103*, 2006.
- 316 [International Cooperation at the Crossroads: Trade and Security in an Unequal World Human Development Report ()]
317 ‘International Cooperation at the Crossroads: Trade and Security in an Unequal World’. *Human Development*
318 *Report* 2005. 2005. PNUD. (United Nations Development Programme)
- 319 [Amewoa ()] *L'aide publique au développement permet-elle le développement en Afrique subsaharienne*, A K
320 Amewoa . 2008. Limoges. (presse universitaire)
- 321 [Feulefack ()] « *Effets des Investissements Directs Etrangers et de la Gouvernance sur la Croissance Economique*
322 *au Cameroun*, K L Feulefack . 2011. Master of Science en Sciences Economique, Université de Dschang (Thèse
323 de)